

Félix Tshisekedi, un candidat président en sursis

RD Congo Le dossier de son faux diplôme a pollué la campagne, comme sa sortie du front de l'opposition.

Le temps est toujours au comptage et aux négociations à Kinshasa. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) n'a toujours pas donné de date pour l'annonce des résultats provisoires de la présidentielle, prévue pour ce 6 janvier. Seule certitude, ce report aura un effet domino sur la date de la proclamation officielle du vainqueur et sur celle de l'installation du nouveau président, selon les propos de Corneille Nangaa, le président de la Ceni. Aux Nations Unies, la réunion programmée ce mardi sur la question congolaise a été reportée à la demande de l'Afrique du Sud.

A Kinshasa, depuis quelques jours, le ton est moins acerbé entre le FCC, plateforme qui soutient le dauphin de Kabila, et Cach (la plateforme de deux opposants, Vital Kamerhe et Félix Tshisekedi). Tous les témoignages concordent, des pourparlers sont en cours. Le clan Kabila aurait intégré qu'il était impossible d'imposer son candidat lors de ce scrutin. Si ce n'est Shadary, ce pourrait être le ticket Tshisekedi-Kamerhe. Donner la victoire à un opposant serait une manière de satisfaire la communauté internationale, tout en perturbant l'opposition congolaise, pense-t-on dans les rangs de la majorité. Sans oublier que Félix Tshisekedi peut se targuer d'une vraie popularité dans les Kasais, son territoire familial, et d'une base politique réelle avec l'UDPS, l'historique premier parti de l'opposition.

Mais s'il reste un parti politique de poids, l'UDPS

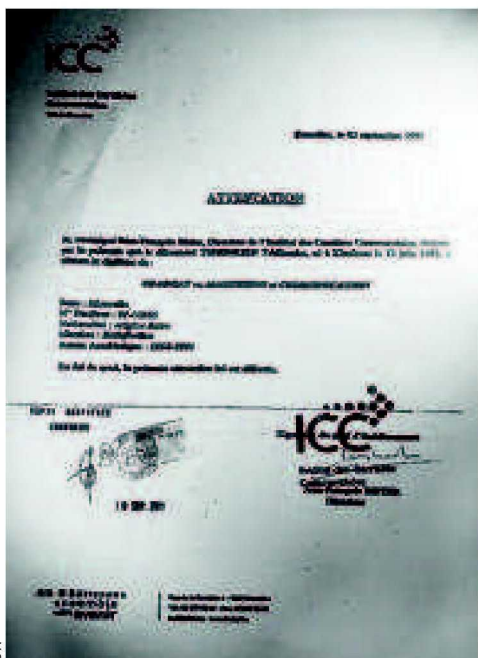
de Félix Tshisekedi n'a plus le lustre de celui d'Étienne Tshisekedi, son père. D'abord parce que le régime Kabila est déjà venu faire ses emplettes dans ce parti pour ses deux derniers Premiers ministres, Samy Badibanga et Bruno Tshibala, divisant le parti. Certains dignitaires ont aussi mal vécu l'intronisation du fils à la mort du père. D'autres n'ont pas apprécié le fait qu'il signe un accord le 11 novembre dernier sur un candidat unique de l'opposition, avant de reprendre sa parole le lendemain. D'autres, enfin, ne peuvent envisager, même en échange d'un partage du pouvoir, une alliance avec Joseph Kabila qui a, à leurs yeux, volé la victoire à Étienne Tshisekedi en 2011, et qui est à la tête d'un État qui a commis les pires exactions au Kasai, en 2017, dans le dossier Kamwina Nsapu.

La question du diplôme

Reste enfin la question de la candidature de Félix Tshisekedi. Depuis son dépôt, cette question fait peser de lourds nuages au-dessus de la tête de Félix Tshisekedi. Des membres de l'UDPS avaient même déclaré que la Ceni avait accueilli cette candidature en affirmant : "nous sommes humains", ne faisant qu'accentuer le malaise sur l'authenticité des pièces du dossier. Aujourd'hui, en Belgique, la sentence est officielle, les diplômes dont se prévaut Félix Tshisekedi ne sont pas valides. À ce titre, des poursuites en justice pourraient être engagées et, surtout, la Cour constitutionnelle congolaise pourrait invalider à tout instant le candidat. Une épée de Damoclès au-dessus de la tête d'un candidat président qui pourrait être pieds et poings liés vis-à-vis du pouvoir.

Hubert Leclercq

Épinglé



DR

Une copie du diplôme en marketing de Félix Tshisekedi.

L'attestation de diplôme de Félix Tshisekedi est fautive

Un document estampillé de l'ICC. La rumeur avait déjà agité la campagne présidentielle au Congo. Le titre académique dont s'est prévalu Félix Tshisekedi pour se présenter était-il vrai ? Celui-ci, comme la loi le lui imposait, a en effet déposé devant la Commission électorale nationale indépendante un document attestant l'obtention avec mention "satisfaction" d'un "graduat en marketing et communication". Ce diplôme, il l'aurait obtenu durant l'année académique 1990-1991 à l'Institut des carrières commerciales (ICC), une école supérieure de promotion sociale relevant de la Ville de Bruxelles.

Un graduat qui n'existe pas. *La Libre* peut confirmer que, selon l'Institut ainsi que selon l'administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ce document n'est pas issu des services de l'ICC qui, comme il le précise lui-même, n'organise pas un tel graduat. De plus, et c'est aussi ce que confirme l'administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles, il n'y a pas de traces de cette attestation à l'ICC. L'administration confirme donc bien le fait que cette attestation n'est pas valide en tant que telle. **H.Le et BdO**